

Optimisation fiscale ou grève d'impôts?

La lumière que jette une série d'affaires, de tiraillements politiques et notamment la publication d'Offshore Leaks éclaire crûment le volume et le profil des activités internationales permettant de soustraire autant de capitaux que possible aux fiscs de différents pays.

Difficile de ne pas se rappeler le fameux slogan des partis bourgeois des années 80, "moins d'Etat, plus de liberté", cri de ralliement d'une vaste campagne de dénigrement et d'expropriation de l'Etat, dépeint comme un ogre insatiable qui écrase et étouffe la population. Cette campagne, menée au nom de la liberté et de l'esprit d'entreprendre, servait à mieux faire accepter une stratégie politique consistant à baisser les impôts, défaire les régulations, fragiliser les institutions de solidarité sociale, à privatiser la moindre source potentielle de profit - et à miner le faible potentiel de redistribution instauré par des décennies de luttes politiques. La partie idéologique de cette opération de grande envergure visait - avec le succès que l'on sait - à faire disparaître des consciences, au sortir de la guerre froide, le fait que dans une démocratie, l'Etat n'est pas une sombre puissance, au service d'intérêts particuliers inavoués, mais au contraire un instrument de la volonté collective, élaboré par des processus réguliers intégrant un nombre certes non illimité, mais considérable d'intérêts spécifiques, pris en compte par des compromis négociés.

Aussi, déjà à l'époque, le slogan cité apparaissait comme une phrase incomplète, allusive, signifiant en réalité "moins d'état pour les faibles, plus de liberté pour les riches".

Face au déluge d'informations sur le nombre de sociétés offshore, trusts et autres constructions virtuelles servant à empêcher la traçabilité de la grande propriété et donc sa mise à contribution pour le bien commun, on nous assure que seulement une partie de ces activités n'était pas légale, même si elle pouvait servir à l'optimisation fiscale. Quand commencera-t-on à considérer l'optimisation fiscale à grande ampleur, l'exploitation de lacunes légales à des fins de soustraction fiscale "en toute légalité", comme socialement et politiquement illégitime?

Quoi qu'il en soit, il est devenu évident que tout est fait, y compris les lois, pour aider les riches à s'enrichir davantage, à la barbe des moins riches, non seulement en leur offrant des conditions de valorisation de leur capital bien plus favorables que celles

réservées aux petits possédants, sans parler de la majorité de la population qui n'a pour ainsi-dire pas de fortune, voire seulement des dettes. Ces techniques et leurs "techniciens" permettent aux propriétaires de fortunes importantes de se dérober du minimum de solidarité patiemment construit depuis le 19^e siècle.

Comment interpréter cette pratique d'une grande partie des plus riches? De la simple **filouterie** individuelle, en phase avec l'évangile de l'égoïsme diffusé par la doxa économique? L'ampleur même du phénomène appelle une perspective plus vaste: c'est d'une grève d'impôt larvée par la couche sociale supérieure à l'échelle globale qu'il est question. Veut-on alors parler de lutte de classe d'en haut? Cela peut paraître exagérément belliqueux, mais il s'agit très clairement de la poursuite, savamment instrumentée, d'un égoïsme de classe privilégiée que la terminologie positive de liberté et de discrétion (bancaire et autre) ne saurait cacher.